

Notre Santé en danger

Le 2 avril dernier, **107 organisations nationales et 125 locales ou régionales** appelaient à se mobiliser pour défendre, promouvoir et construire démocratiquement un système de santé public, solidaire, pour toutes et tous, partout sur le territoire et à s'opposer à la politique gouvernementale mise en place par les Agences Régionales de Santé.

Aujourd'hui, ces organisations appellent à poursuivre cette mobilisation, à faire de toutes les résistances locales un enjeu partagé, à informer la population en multipliant les réunions publiques, à porter l'exigence d'un débat national pour imposer des réformes de fond. Dès maintenant sera engagée une campagne s'opposant aux mesures gouvernementales contenues dans le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) pour rassembler autour des propositions du socle commun.

Socle commun

L'accès aux soins, la proximité

Ce que nous voulons :

- l'accès aux soins pour toutes et tous partout et à tout instant.

Ce que nous refusons:

- toutes les mesures qui tendent à la sélection et à l'exclusion des patients,
- les franchises et autres forfaits,
- les dépassements d'honoraires,
- le déremboursement des médicaments,
- les restrictions croissantes sur les Affections de Longue Durée (ALD) telle que l'hypertension artérielle sévère, la Couverture Maladie Universelle (CMU) et l'Aide Médicale d'Etat (AME).

Un service public présent partout et efficace

Ce que nous voulons:

- un système public de santé (incluant les soins primaires, la prévention, l'information, la lutte en amont contre les causes des maladies), un secteur médico-social et social, public et associatif, développés sur tout le territoire, dotés de moyens suffisants pour répondre aux besoins de toute la population,
- un service public de l'hébergement d'urgence et du logement, sans conditions d'accès ni restrictions aucune, pour les droits de tous les précaires,
- un secteur hospitalier public assurant l'accès à des soins de qualité et de proximité en coordination avec l'ensemble des professionnels de la santé, et avec toutes les parties concernées,
- le maintien et le développement des structures de proximité : centres de santé, centres d'IVG, centres médico-psychologiques, centres d'accueil d'urgence...,
- un plan d'urgence pour la médecine scolaire et du travail,
- un secteur psychiatrique public coordonnant et assurant la continuité des soins,
- l'augmentation du nombre de professionnels de santé formés, un recrutement à la hauteur des besoins et l'exigence d'une répartition équilibrée sur tout le territoire,
- une recherche publique indépendante,
- une politique publique du médicament intégrant la recherche, la production et le contrôle.

Ce que nous refusons:

- les suppressions d'emplois, les suppressions d'activités,

les fermetures de services, les regroupements autoritaires dans tous les secteurs de la santé, du médico-social et du social,

- le démantèlement de la psychiatrie publique et toute instrumentalisation sécuritaire de celle-ci,
- l'application de critères de rentabilité financière à l'hôpital et dans tous les établissements,
- la privatisation des activités et des établissements.

Un financement solidaire

Ce que nous voulons:

- une protection sociale, ouverte à toute la population, basée sur le principe « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins »,
- la prise en charge de la perte d'autonomie dans le cadre de la sécurité sociale avec la garantie d'un droit universel assuré à 100%,
- une évolution vers la suppression de tous les « restes à charge ».

Ce que nous refusons:

- tout transfert de prestations de l'assurance-maladie obligatoire vers les complémentaires/assurances privées,
- les exonérations de la part patronale des cotisations sociales,
- les enveloppes budgétaires fermées et la tarification à l'activité (T2A) conduisant à l'étranglement financier des établissements et structures.

La démocratie

Ce que nous voulons:

- la définition démocratique des besoins de la population, l'élaboration et le suivi des projets, associant usagers, professionnels, élus, sur un plan d'égalité,
- une réelle représentativité des usagers, des personnels et des élus dans les instances décisionnelles à tous les niveaux.

Ce que nous refusons:

- le tout pouvoir autoritaire des ARS, Agences Régionales de Santé,
- la nouvelle gouvernance hospitalière,
- le découpage arbitraire des territoires de santé.

C'est pour tout cela que nous exigeons l'abrogation de la loi HPST et l'arrêt immédiat de toutes les fermetures et restructurations.

Passons à l'action(s)!

- Mobilisations nationales fin Novembre dans le cadre du débat sur le Projet de loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS)

- 11 Octobre 2011: faisons de la santé une des priorités du mouvement intersyndical

- 24 septembre:

Manifestation pour la défense de la maternité des Lilas.

RV à 10h30 devant la maternité, rue du coq français aux Lilas 93260

www.collectif-maternité-des-lilas.org

Débattons les 16 et 17 Septembre à la fête de l'Humanité

Horaires	Lieux	Thèmes
Samedi 11H à 12H30	Fédération du 91	Psychiatrie
Samedi 14h30	Stand « notre santé en danger »	Psychiatrie : loi de 2011, quelles résistances ?
Samedi 14H30 à 16H	Fédération du 77	Assises régionales et démocratie sanitaire
Samedi 16h	Stand « notre santé en danger »	Maternité des lilas : en lutte !
Samedi 17H à 18H30	Fédération du 93	Centres de santé
Samedi 18h à 19h30	Stand du CN	Mobilisations contre la casse des maternités et des CIVG
Dimanche 11H à 12H30	Stand de la fédération de l'Oise	Perte Autonomie
Dimanche 12H à 13H30	Stand du CN	Rencontre nationale « Notre santé en danger »
Dimanche 14h	Stand fédé 94	Autour de la lutte de Mondor : Rassemblement des luttes
Dimanche 14H à 15H30	Fédération 92	Politique du Médicament
Dimanche 14h30	Stand « notre santé en danger »	Désengagement de l'état : Une bombe à retardement sanitaire

Le stand «notre santé en danger» se trouve Avenue Jean Ferrat
Emplacement E3

Produit par nos soins, ne pas jeter sur la voie publique...